

Éducation / Sécurité sociale / Santé

— Aider les peuples du monde entier à mener une vie meilleure



Le pictogramme de l'OMD concerné est en couleur.

La communauté internationale déploie des efforts concertés pour parvenir à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), d'ici 2015. Pourtant, une grande partie de la population mondiale n'a pas les moyens de vivre une vie décente. Par exemple, plus de 60 millions d'enfants dans le monde ne sont pas scolarisés et plus de 20 000 enfants de moins de cinq ans meurent chaque jour.

Afin de permettre aux personnes de vivre chaque jour des vies saines et productives et de se fixer leurs propres objectifs, la JICA assure une coopération en priorité dans les trois secteurs de l'éducation, de la santé et de la sécurité sociale en se basant sur le concept de sécurité humaine.

Éducation

● Situation générale

L'éducation est la pierre angulaire du développement. L'acquisition de connaissances et de compétences par l'éducation permet de s'ouvrir au monde et d'améliorer ses perspectives d'avenir. En outre, le renforcement des capacités des populations favorise la réduction de la pauvreté, la croissance économique ainsi que le développement scientifique et technologique. De plus, la promotion d'une compréhension mutuelle entre toutes les religions et les groupes ethniques est essentielle pour la stabilité et la paix dans le monde, et l'éducation joue aussi un rôle important à cet égard.

Il n'en reste pas moins que l'éducation doit faire face à de nombreux problèmes dans les pays en développement. Bien que le nombre d'enfants non scolarisés ait diminué de 44 millions depuis 1999, plus de 61 millions d'enfants ne fréquentent toujours pas l'école. Dans les pays les moins avancés, un tiers des enfants inscrits dans l'enseignement élémentaire abandonnent l'école avant d'avoir achevé leur scolarité. Même si la demande d'enseignement secondaire a augmenté grâce à la généralisation de l'accès à l'enseignement primaire, le taux de scolarisation dans le secondaire reste faible.

Par ailleurs, l'enseignement supérieur suscite un intérêt croissant ces dernières années dans les pays en développement. De nombreux espoirs sont placés dans les établissements d'enseignement supérieur

Étude de cas Éducation Projet AUN/SEED-Net phase 3

Mise en place et extension d'un réseau d'universités dans les pays de l'ANASE et au Japon

En encourageant la mise en place et l'intensification d'un réseau d'universités au Japon et dans les pays en développement, la JICA soutient le renforcement des capacités des universités des pays en développement, tout en coopérant avec les universités japonaises en vue de contribuer à leur internationalisation. Le projet de réseau universitaire de l'ANASE/réseau pour le développement de l'enseignement des sciences de l'ingénieur en Asie du Sud-Est (AUN/SEED-Net) est un exemple représentatif des efforts déployés par la JICA. La JICA soutient l'amélioration des capacités d'enseignement et de recherche des institutions des pays de l'ANASE membres du projet, en renforçant un réseau de 14 universités au Japon et de 26 universités réparties dans 10 pays de l'ANASE.

Depuis le début de la coopération en 2003, la JICA apporte une aide au développement des ressources humaines liées à l'ingénierie, nécessaires au développement économique et social de la région de l'ANASE. Les efforts déployés par la JICA permettent à de jeunes membres de facultés de ces pays en développement d'étudier à l'étranger, dans des universités au Japon ou d'autres pays de l'ANASE, et d'obtenir un diplôme d'études supérieures comme un master ou un doctorat. Le projet vise également à améliorer les capacités de recherche et d'enseignement des institutions membres des pays de l'ANASE et à renforcer le réseau universitaire multinational grâce à la recherche conjointe, des conférences universitaires régionales et d'autres activités. Jusqu'à présent, 900 personnes ont obtenu un diplôme d'études supérieures grâce au soutien de la JICA, soit près de 20 % du personnel enseignant

des institutions membres des pays de l'ANASE. En outre, plus de 700 activités de recherche conjointe ont été réalisées, avec plus de 1 000 articles universitaires publiés.

La JICA a démarré la phase 3 du projet en mars 2013. En mettant à profit le réseau mis en place par la coopération jusqu'à ce jour, la JICA vise à promouvoir des mesures destinées à moderniser et internationaliser l'industrie régionale et à répondre aux problèmes communs à la région. Pour ce faire, la JICA encourage la collaboration dans l'industrie manufacturière, notamment l'entrée d'entreprises japonaises sur les marchés régionaux, et elle lance des activités de recherche conjointe qui contribueront à résoudre les problèmes communs à la région. Dans la phase 3, la JICA a augmenté le nombre des membres du projet, de sept universités de l'ANASE et de trois universités japonaises. En renforçant les capacités de recherche et

d'enseignement de ces universités majeures et en élargissant encore le réseau universitaire multinational, la JICA s'emploie à consolider la fondation d'une plateforme dédiée à la promotion de la science et de la technologie en Asie.



De jeunes membres de facultés de pays de l'ANASE ambitionnent d'obtenir des diplômes de master et de doctorat.

qui devraient jouer un rôle central pour répondre à la nécessité d'établir une société fondée sur le savoir dans la perspective de l'après-OMD. Les pays en développement considèrent que les établissements d'enseignement supérieur peuvent aider à atteindre cet objectif en créant des connaissances et de l'innovation (recherche), en formant les ressources humaines qui stimulent le développement socioéconomique (éducation), en résolvant les problèmes de développement qui avec la mondialisation continue de l'économie et de la société sont d'une complexité croissante, et en retournant les bénéfices à l'industrie et à la société (contribution sociale).

En tant que membre de la communauté asiatique, le renforcement de la collaboration entre les universités japonaises et asiatiques revêt une importance pour le Japon au-delà de l'internationalisation des établissements d'enseignement supérieur dans la région. Cette collaboration jouera également un rôle clé pour stimuler la croissance économique dans la région en créant les ressources humaines hautement qualifiées nécessaires à l'industrie, ce qui peut également soutenir la vitalité sociale et économique du Japon.

Avec le lancement de la Communauté économique de l'ANASE (CEA) prévu d'ici 2015, les personnes, les biens et les capitaux pourront circuler plus librement dans la région. Cela devrait aussi consolider les partenariats et les réseaux entre les établissements d'enseignement supérieur. Parallèlement à cette tendance, la mondialisation devrait renforcer le rôle des établissements d'enseignement supérieur du fait de leur influence sur les économies et les sociétés régionales. D'un autre côté, les institutions d'enseignement supérieur des pays en développement doivent faire face à un manque de personnel universitaire suffisamment qualifié et compétent ainsi que d'installations et d'équipements pour l'éducation et la recherche, ce qui entrave la mise en place d'un enseignement et d'une recherche de haute qualité. Cela montre qu'il existe un réel besoin de soutenir l'enseignement supérieur. De plus, cette coopération peut accompagner la mondialisation des universités japonaises et elle présente l'avantage de former des ressources humaines connaissant bien le Japon et ses méthodes dans les industries locales des pays partenaires.

● Actions de la JICA

1. Éducation de base

Par « éducation de base », on entend les activités éducatives, qui permettent aux individus d'acquérir les connaissances et aptitudes essentielles pour vivre, comme la lecture, l'écriture et les notions de calcul. Cela comprend non seulement l'enseignement primaire et secondaire, mais aussi le développement de la petite enfance et l'éducation informelle (notamment l'alphabétisation des adultes et l'éducation communautaire).

Les pays en développement doivent faire face à divers problèmes dans le secteur de l'éducation de base. Parmi ces problèmes, la JICA a choisi d'accorder la priorité à l'amélioration de l'enseignement primaire et secondaire, d'un point de vue quantitatif et qualitatif. En particulier, la JICA déploie une coopération axée sur i) la construction d'installations scolaires par des entrepreneurs locaux, ii) le renforcement des capacités des enseignants par l'amélioration de leur formation, iii) l'établissement de systèmes de gestion scolaire participatifs impliquant la communauté, et iv) le développement des capacités des fonctionnaires de l'administration centrale et locale chargés de l'éducation, essentielles pour appuyer les effets produits par ces autres efforts.

Dans les pays d'Afrique subsaharienne en particulier, région

prioritaire pour l'éducation de base, la JICA apporte une aide conforme au plan d'action de Yokohama annoncé lors de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV), en mai 2008. Le programme de la JICA comprend i) la construction de plus de 500 écoles élémentaires et secondaires, ii) la formation de 100 000 enseignants en mathématiques et en sciences et iii) l'extension du modèle « École pour tous », un projet de soutien au développement de l'éducation par la participation communautaire, déployé dans 10 000 écoles.

Plus récemment, la JICA a redoublé d'efforts pour que les résultats obtenus sur le terrain se reflètent dans les politiques d'éducation des pays partenaires ou pour qu'ils soient plus étroitement corrélés à l'évaluation de l'impact, notamment pour l'amélioration des résultats scolaires des enfants. À cette fin, la JICA s'attache à apporter une aide globale en combinant des projets de coopération traditionnels avec des mesures telles que l'aide financière au secteur de l'éducation et l'envoi d'experts conseillers en politiques.

Il est de la responsabilité de la communauté internationale d'apporter une aide permettant au plus grand nombre d'individus de bénéficier d'une éducation de qualité dans les pays en développement. La JICA déploie des efforts constants pour atteindre les objectifs fixés pour l'éducation de base d'ici 2015, l'année cible de l'initiative « Éducation pour tous » (EPT) et des OMD.

2. Enseignement supérieur

L'enseignement supérieur est le dernier échelon du système éducatif d'un pays. Afin d'améliorer l'enseignement supérieur en termes de qualité, de quantité et d'accès, questions au cœur des préoccupations ces dernières années, la JICA met en œuvre des projets dans le domaine de l'enseignement supérieur avec la coopération des universités japonaises. En ciblant plus particulièrement les universités importantes qui jouent un rôle central dans la promotion de l'enseignement supérieur à l'échelle nationale ou régionale, la JICA s'emploie à renforcer leurs capacités d'éducation et de recherche. Il s'agit notamment d'accroître les compétences du corps enseignant, de moderniser les campus, les équipements et les installations d'enseignement et de recherche, d'améliorer les systèmes de gouvernance universitaire, de promouvoir les liens entre l'université, l'industrie et la communauté et d'établir un réseau interuniversitaire.

En Asie, tout en concentrant son aide sur le Réseau des universités des pays de l'ANASE/Réseau pour le développement de l'enseignement des sciences de l'ingénieur en Asie du Sud-Est (AUN/SEED-Net), la JICA assure une coopération bilatérale auprès des grandes universités en fonction de leurs besoins. De plus, la JICA soutient le développement de ressources humaines hautement qualifiées et spécialisées par le biais d'études universitaires conventionnelles de longue durée dans des établissements d'enseignement supérieur japonais.

Au Moyen-Orient et en Afrique, la JICA concentre son aide sur l'Université Égypte-Japon des sciences et de la technologie (E-JUST) qui a partiellement ouvert ses portes en 2010, afin de former les ressources humaines hautement qualifiées nécessaires à l'industrie. Le rôle joué par l'E-JUST en Afrique devrait également s'accroître car les institutions d'enseignement supérieur sont devenues une priorité essentielle ces dernières années dans la région.

Dans un contexte d'évolution rapide des technologies associée à des changements sociaux profonds, la JICA entend continuer de soutenir l'enseignement supérieur afin de former des ressources humaines aptes

à répondre aux besoins du monde d'aujourd'hui, à promouvoir l'innovation et à mener le processus de construction de la nation dans leur pays.

Sécurité sociale

● Situation générale

Ces dernières années, l'affaiblissement des liens entre les familles et les communautés locales provoqué par l'industrialisation et l'urbanisation croissantes a également touché les pays en développement. En outre, leurs populations vieillissent. Alors que certains pays et régions connaissent une croissance économique remarquable, de larges pans de population sont oubliés du progrès. La distribution biaisée des richesses et l'élargissement des inégalités économiques deviennent source de troubles sociaux.

Afin de garantir la stabilité sociale tout en maintenant la croissance économique, il est essentiel de renforcer la sécurité des soins médicaux et du revenu. Il est tout aussi important de bâtir une société sûre et saine dont l'ensemble des membres sont préparés à divers risques. Par ailleurs, soutenir l'indépendance des populations socialement vulnérables encourage leur participation aux activités économiques et sociales et contribue ainsi à l'édification de la nation.

● Actions de la JICA

La JICA mène des projets visant à améliorer les systèmes de sécurité sociale des pays en développement, en s'appuyant sur l'expérience et les connaissances du Japon dans ce domaine. Trois grands axes sont

privilegiés : l'assurance et la protection sociales, les personnes handicapées et le développement, le travail et l'emploi.

1. Assurance et protection sociales

La JICA appuie le développement de systèmes d'assurance publics, couverture médicale et pensions de retraite notamment, et le renforcement des politiques de protection sociale en faveur des personnes âgées et d'autres catégories de population. Il existe une forte demande de la part des pays pour apprendre des connaissances japonaises dans ces domaines afin de bâtir leur propre système de sécurité sociale. En réponse, la JICA invite du personnel clé des ministères gouvernementaux associés aux systèmes d'assurance sociale à se rendre au Japon, pour y recevoir des informations et échanger des points de vue sur l'établissement des systèmes japonais de sécurité sociale. Ces dernières années, l'expérience japonaise pour faire face au vieillissement de la société a suscité un vif intérêt, surtout parmi les pays plus développés d'Asie du Sud-Est.

2. Personnes handicapées et développement

La JICA estime que les personnes handicapées ne sont pas de simples bénéficiaires de l'aide sociale, mais des acteurs importants du développement. Son objectif final est d'instaurer une société garantissant une vie confortable à tous les individus, qu'ils soient ou non handicapés.

L'Agence entend parvenir à « la pleine participation et l'égalité » des personnes handicapées dans les pays en développement, en mettant l'accent sur une aide leur permettant de jouer un rôle actif dans la

Étude de cas

Sécurité sociale Projet de développement des services de soins de longue durée pour les personnes âgées fragiles et d'autres personnes vulnérables au Royaume de Thaïlande

Soutenir les mesures pour faire face au vieillissement de la population en Thaïlande

Le vieillissement démographique s'accélère en Asie. La Thaïlande connaît déjà un vieillissement accentué de sa population et il est urgent de prendre des mesures pour y faire face. En réponse, la JICA mène son premier projet de coopération technique sur les soins de longue durée pour les personnes âgées.

Dans le domaine des mesures traitant du vieillissement démographique, de nombreux pays témoignent un vif intérêt et de fortes attentes vis-à-vis des connaissances accumulées par le Japon, dont la population vieillit à un rythme comptant parmi les plus rapides du monde.

Dans la région de l'ANASE, qui enregistre une croissance économique remarquable, le vieillissement démographique progresse avec l'amélioration des normes sanitaires et le déclin des taux de natalité. Au sein de la région, la société thaïlandaise est de plus en plus âgée, et la part des 65 ans et plus représente 8,9 % de sa population. La Thaïlande devrait rapidement devenir une société vieillissante lorsque ce chiffre atteindra 14 % en 2024, d'ici 11 ans. Le vieillissement de la population en Thaïlande progresse à un rythme encore plus rapide qu'au Japon.

Le vieillissement démographique étant arrivé progressivement en Europe, les pays ont disposé de longues années pour préparer des mesures adaptées. Dans les pays asiatiques en revanche, la population vieillit à un rythme très rapide. Par conséquent, ces pays devront faire face aux problèmes d'une société vieillissante avant d'avoir atteint le même niveau de développement économique que les pays développés.

Le gouvernement thaïlandais estime qu'une réponse politique rapide est nécessaire pour faire face aux besoins en matière de sécurité sociale qui émergent avec le vieillissement de la population. Sur les soins de longue durée en particulier, la tradition très ancrée consistant pour les familles à s'occuper de leurs membres âgés a tendance à reculer avec la migration progressive des travailleurs dans les zones urbaines et le resserrement autour de la famille nucléaire. Si des services sociaux pour soutenir les personnes âgées nécessitant des soins de longue durée et leur famille ne sont pas rapidement établis, il est à craindre que la qualité des soins de longue durée et la fatigue physique et mentale des familles qui doivent s'occuper de leurs parents âgés deviennent des problèmes sociaux.

Consciente de la situation, la JICA mène son premier projet de coopération technique sur les soins de longue durée pour les personnes âgées : le projet de développement de services de soins de longue durée pour les personnes âgées fragiles et d'autres personnes socialement vulnérables, de janvier 2013 à août 2017. Après avoir sélectionné six sites pilotes dans des zones urbaines et rurales de Thaïlande, le projet procède à des essais sur différents modèles de services de soins de longue durée. En se basant sur

les résultats des analyses de données sur l'efficacité et la validation des coûts, le projet formulera des recommandations sur les politiques relatives aux soins de longue durée pour les personnes âgées.

Par ailleurs, les mesures pour faire face au vieillissement démographique faisant l'objet d'une attention croissante, en particulier dans la région de l'ANASE, la JICA prévoit de partager les connaissances et les enseignements tirés du projet avec d'autres pays de l'ANASE.



Des experts japonais vérifient la qualité des soins de longue durée pour les personnes âgées sur l'un des sites du projet dans la province de Khon Kaen, en Thaïlande.

société. Elle s'emploie à favoriser l'autonomisation des personnes handicapées via la formation aux fonctions d'encadrement et le renforcement des capacités des associations de personnes handicapées, ainsi que la mise en place d'environnements sans barrières.

3. Travail et emploi

Dans les pays en développement, les accidents industriels augmentent avec le développement économique. Cependant, les cadres juridiques et les mécanismes d'application dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité au travail ne sont pas assez développés. Par conséquent, de nombreux travailleurs victimes d'accidents du travail ne reçoivent pas d'indemnisation et courent le risque de tomber dans la pauvreté. De plus, les problèmes liés au travail, comme la montée du chômage dans les pays émergents en réaction aux ralentissements économiques dans les pays développés et la difficulté de trouver un emploi pour les jeunes représentent un risque pour la sécurité de la société. Pour répondre à ces problèmes, la JICA apporte une aide pour l'amélioration de l'hygiène et la sécurité au travail, le renforcement des services publics pour l'emploi, et le maintien de l'emploi.

Santé

● Situation générale

Dans les pays en développement, beaucoup d'individus meurent parce qu'ils n'ont pas accès aux soins de santé ou aux services médicaux. Le gouvernement japonais a annoncé la poursuite de l'aide en vue d'atteindre les OMD d'ici 2015. Suite à ces engagements, la JICA concentre ses efforts sur les trois problèmes suivants : l'amélioration de la santé maternelle et infantile, la lutte contre les maladies infectieuses et le renforcement des systèmes de santé.

Pour les autres domaines, et dans une perspective post-2015, le gouvernement japonais a annoncé une nouvelle « stratégie pour une diplomatie de la santé mondiale » en juin 2013. La stratégie met en avant divers enjeux tels que l'importance de la couverture santé universelle (CSU), la collaboration au niveau mondial entre les secteurs public et privé, et la coopération avec le secteur privé au Japon. En se basant sur cette stratégie, il a été décidé de contribuer aux progrès de la CSU en Afrique lors de la réunion de la TICAD V qui a eu lieu en juin 2013.

La CSU est un système permettant à chacun de recevoir des services adaptés afin de promouvoir la santé, prévenir les maladies et bénéficier d'une rééducation à un coût abordable. Jusqu'à présent, la JICA a mis l'accent sur le renforcement des capacités des professionnels de santé et sur l'amélioration des services en développant et en améliorant les installations et les équipements médicaux. Cependant, pour aller de l'avant, la JICA assurera dorénavant une coopération visant à fournir un accès aux services de santé de base à toute la population, y compris les plus démunis. Les mesures comprendront le renforcement de l'administration financière des systèmes de santé et l'édification de systèmes d'assurance santé. Pour mettre en œuvre la stratégie sur la CSU, la JICA prendra des mesures visant à promouvoir le partage des expériences entre les pays en Asie et en Afrique à travers des formations et d'autres programmes. En Thaïlande et ailleurs, la JICA prévoit de mener des études sur la situation de chaque pays et d'assurer le suivi des besoins par l'organisation de séminaires et de sessions de formation afin de partager les connaissances japonaises sur les systèmes de rémunération à l'acte des assurances santé et d'autres aspects de la CSU.

● Actions de la JICA

1. Amélioration de la santé maternelle et infantile

Près de 99 % des 360 000 femmes qui décèdent des suites d'une grossesse ou d'un accouchement et des 8,1 millions d'enfants qui n'atteignent pas leur cinquième anniversaire vivent dans des pays en développement. Cela témoigne du fait que la santé et le bien-être des femmes enceintes et des enfants en bas-âge est l'un des problèmes les plus graves auxquels les pays en développement doivent faire face.

Lors de l'exercice 2011, la JICA a préparé des lignes directrices thématiques pour la santé maternelle et infantile (SMI) et elle a assuré une coopération auprès de nombreux pays pour la diffusion et l'utilisation durable des systèmes de santé privilégiant un « continuum de soins de SMI ». La JICA s'est concentrée sur les systèmes spécifiques en ciblant le renforcement des cadres et des capacités. Les mesures de la JICA comprennent : le renforcement des capacités administratives et de gestion des ministères de la Santé pour le développement des services pour les mères et les enfants ; le renforcement des capacités des autorités sanitaires locales ; le renforcement des capacités des sages-femmes et des autres prestataires de services de santé ; l'amélioration de la solidarité et des systèmes communautaires ; et le renforcement de la coordination entre les centres de santé, les installations de soins primaires et les centres de référence.

Lors de l'exercice 2012, la JICA a démarré une coopération à Djibouti et au Sénégal pour renforcer le système garantissant un accouchement sans risque et des soins appropriés pour les nouveau-nés. Simultanément, dans les régions du Laos et du Tadjikistan ne disposant pas de services de santé maternelle et infantile de qualité, il a été décidé d'utiliser l'aide sous forme de dons pour agrandir ou construire des centres de santé avec salles d'accouchement et fournir des équipements et du matériel pour les hôpitaux. L'objectif de ces mesures est de créer une synergie avec les projets de coopération technique en cours. De même, au Myanmar, le recours à l'aide sous forme de dons a été décidé pour fournir des équipements et du matériel à deux hôpitaux de référence, un hôpital d'obstétrique et un hôpital pour enfants. Ces hôpitaux n'ont pas renouvelé leurs équipements depuis de nombreuses années.

2. Lutte contre les maladies infectieuses

Chaque année, les trois principales maladies infectieuses, le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, tuent à elles seules plusieurs millions de personnes. Les maladies infectieuses constituent une menace directe pour les populations des pays en développement. Elles entravent également le développement économique et social. La lutte contre les maladies infectieuses doit non seulement être engagée par les pays ou régions touchés, mais par le monde entier, car ces maladies se propagent à travers le globe par les activités économiques et le développement des transports.

C'est dans ce contexte que la JICA coopère avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, dont le gouvernement japonais est l'un des contributeurs, l'UNICEF et d'autres organismes internationaux pour répondre à ce problème par des projets de coopération technique et une aide financière. La coopération technique porte sur l'élaboration d'une stratégie nationale ; la fourniture de services de collecte et d'analyse d'informations, de prévention, d'essais et de traitements médicaux ; et l'amélioration de l'accès à ces services. L'aide financière a pour but de fournir des vaccins contre la poliomyélite, la rougeole et d'autres maladies, des moustiquaires et d'autres équipements, ainsi que du matériel pour lutter contre le

paludisme. Pour l'exercice 2012, les projets de coopération technique de la JICA ont poursuivi la mise en œuvre des mesures de lutte contre les maladies infectieuses en Afghanistan, au Cambodge, au Myanmar, en Zambie et dans les îles Salomon. En outre, la JICA a commencé une coopération qui, pour la première fois au Ghana, renforce les capacités des opérations de prévention de la transmission du virus VIH de la mère à l'enfant. Dans d'autres domaines, la JICA utilise les connaissances acquises grâce à la recherche sur les maladies infectieuses au Japon, pour mener des recherches conjointes sur le sida, la tuberculose, la dengue et d'autres maladies infectieuses, avec des instituts de recherche en Asie et en Afrique. La recherche conjointe est entreprise dans le cadre du partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS).

3. Renforcement des systèmes de santé

Le terme « système de santé » désigne l'intégralité des cadres nécessaires à la fourniture des soins et des services médicaux à la population. Cela couvre l'établissement des systèmes d'administration et d'exploitation, l'amélioration des installations médicales, la gestion rationnelle des fournitures médicales, la collecte et l'utilisation efficace d'informations précises sur la santé, l'obtention et la gestion des ressources financières. Ces cadres intègrent en outre le développement et la gestion des ressources humaines nécessaires au secteur de la santé. Étant donné l'importance d'une approche équilibrée pour répondre aux problèmes posés par les maladies spécifiques et renforcer les systèmes de santé dans leur intégralité, plusieurs partenariats ont été établis par diverses organisations pour renforcer les composantes clés des systèmes

de santé. Ainsi, le rôle et la coopération de la JICA doivent être en harmonie avec les cadres des partenariats existants.

La JICA contribue activement à l'élaboration des plans et des budgets de santé nationaux tout en veillant à leur bonne mise en œuvre. En Moldavie, la JICA a fourni une aide pour l'établissement d'un système de santé efficace, notamment par la promotion d'un processus d'élimination et de consolidation de la dette entre les hôpitaux. L'aide a consisté à utiliser un prêt d'APD pour concentrer les investissements dans les hôpitaux importants. La JICA a également mené une étude préparatoire afin de diffuser l'utilisation des meilleures technologies médicales japonaises.

Au Kenya, la JICA renforce les capacités de gestion des administrations sanitaires locales et les stratégies au niveau communautaire en appui aux activités de promotion d'une bonne santé basées sur les politiques du ministère de la Santé. En Tanzanie et au Soudan du Sud, la JICA apporte une aide à l'établissement de bases de données de prestataires de services de santé afin de contribuer à la gestion du personnel et d'encourager l'utilisation de ces bases de données. La JICA assure également une coopération pour la gestion des ressources humaines dans le domaine de la santé dans les pays francophones d'Afrique. Un autre programme a pour ambition d'utiliser une méthode de gestion japonaise appelée « 5S-kaizen », afin d'améliorer la gestion des hôpitaux et d'autres structures de santé.

Étude de cas Santé Amélioration des services hospitaliers en Afrique

Appliquer les résultats du Sri Lanka aux hôpitaux de Tanzanie et d'autres pays d'Afrique

Le programme de « co-création » des connaissances Asie-Afrique – gestion totale de la qualité pour de meilleurs services hospitaliers est un programme qui utilise un système japonais de gestion de la qualité (5S-kaizen-GTQ*) en vue de réformer le fonctionnement des hôpitaux. Avec l'aide de la JICA, le programme développe l'utilisation du 5S-kaizen-GTQ en tant que méthode de gestion des hôpitaux. Le programme s'appuie sur le cas de l'hôpital pour femmes de Castle Street, à Colombo, au Sri Lanka, où la méthode introduite en 2000 a permis de réduire fortement les infections parmi les nouveau-nés et d'améliorer les services de santé.

En se basant sur ces résultats, la JICA a introduit la méthode 5S-kaizen-GTQ dans 15 pays, dont la Tanzanie, depuis mars 2007. De nombreux hôpitaux africains sont confrontés au problème du manque de ressources. Cela concerne aussi bien les médecins, les infirmiers et autre personnel, que les services de santé, les équipements et les médicaments. Les administrateurs du secteur de la santé et les autres professionnels hospitaliers de ces pays d'Afrique ont appris les principes et l'application de la méthode grâce à des visites et à des formations dans des hôpitaux du Japon et du Sri Lanka. Ils espèrent que l'utilisation de cette méthode pour l'administration et la réforme des hôpitaux de leurs pays contribuera au renforcement des systèmes de santé.

En Tanzanie, avec la participation du ministère de la Santé et de la sécurité sociale, la JICA a lancé le programme en mettant en œuvre un projet pilote dans l'hôpital Mbeya Consultant. Le directeur de l'hôpital a reçu une formation au Japon et en Tanzanie avant de former les équipes du projet de chaque département de l'hôpital, qui ont commencé

par réorganiser les équipements et le matériel sur le lieu de travail. Les équipes sont parvenues à de nombreuses améliorations, notamment obtenir des formulaires d'assurance santé correctement remplis et mieux gérer les inventaires de médicaments et de matériel. En améliorant l'environnement de travail et la qualité des services grâce à leurs propres efforts et connaissances, ils ont également motivé le personnel hospitalier. Le succès de ces mesures a été remarqué et, avec le soutien du ministère, elles ont été diffusées dans les hôpitaux d'État à travers tout le pays. De plus, de nombreux représentants de pays voisins tels que le Malawi, la Zambie et l'Ouganda sont venus observer le système. L'hôpital devrait servir de base pour diffuser largement la méthode sur l'ensemble du continent africain.

Le programme de co-création des connaissances Asie-Afrique – gestion totale de la qualité pour de meilleurs services hospitaliers a été reconnu comme un excellent exemple de coopération triangulaire où le Japon et le Sri Lanka ont apporté une aide à l'Afrique. En 2012, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) lui a

décerné le prix du meilleur projet de coopération Sud-Sud.

* Un système de gestion de la qualité introduisant progressivement les 5S (*seiri* ou trier, *seiton* ou mettre de l'ordre, *seiso* ou nettoyer, *seiketsu* ou standardiser, *shitsuke* ou maintenir la discipline), le *kaizen* (amélioration, résolution des problèmes selon une approche participative basée sur des faits concrets) et les procédures GTQ (gestion totale de la qualité) pour améliorer la gestion des hôpitaux avec des ressources limitées.



Rangement du matériel selon la méthode des 5S dans une salle d'examen d'un service de consultation externe.